

Aldo Sevino

Le memento du référé précontractuel

Procédure, moyens et jurisprudence

© Éditions Eyrolles, 2008,

ISBN 978-2-212-12260-2

EYROLLES



JURISPRUDENCES

1992

TA Poitiers, 4 décembre 1992, n° 92342, Société matheronne de travaux publics et commune de Breuillet c/ SIVOM du pays royannais.

1993

TA Rennes, 26 janvier 1993, n° 925488, société Le Douairon.

TA Grenoble, 17 mars 1993, n° 93589, société Polytec.

TA Rennes, 8 avril 1993, n° 93601, société Guillaume.

TA Nantes, 12 juillet 1993, n° 93-1811, SNC GTB Bouyer-Duchemin.

TA Nancy, 12 août 1993, n° 93750, société Norit France.

TA Lille, 7 novembre 1993, n° 92-100, SA Construction Jean Bernard c/ région Nord-Pas-de-Calais.

TA Toulouse, 27 septembre 1993, société Stentofon.

TA Paris, 8 novembre 1993, n° 9312932/6/RA, société Stigmatex Ingénierie.

TA Nice, 16 novembre 1993, n° 933910, Association de défense des intérêts des habitants du quartier La Plana.

1994

TA Grenoble, 11 janvier 1994, n° 933521, société routière Chambard.

TA Pau, 7 mars 1994, n° 94-0222, M. Schmeltz c/ CCI Tarbes.

TA Rennes, 31 mars 1994, Becam.

TA Besançon, 14 avril 1994, n° 940331, groupement d'entreprises Bigoni-SMBTP-Livera.

CE, Ass., 10 juin 1994, n° 141633, commune de Cabourg.

TA Versailles, 28 juillet 1994, n° 94-3284, société SOCRRAM et Pronergies.

TA Lyon, 31 août 1994, n° 94-03107, société Piani c/ district de Villefranche.

TA Lyon, 15 novembre 1994, n° 94-3982, préfet du Rhône c/ commune de Genas.

1995

TA Lyon, 25 avril 1995, SCR c/ communauté de communes du pays d'Amplepuis et Thisy.

TA Paris, 26 avril 1995, n° 9505310, société Ronéo.

TA Paris, 17 juillet 1995, n° 9509975, société GEC Alsthom Stein Industrie.

TA Paris, 28 août 1995, n° 9511722, société RS Automatic Industrie.

CE, section, 3 novembre 1995, n° 152484, district de l'agglomération nancéienne.

CE, section, 3 novembre 1995, n° 157304, CCI de Tarbes et des Hautes-Pyrénées.

TA Paris, 20 novembre 1995, n° 95-16042/3, société Europelec.

1996

TA Paris, 22 janvier 1996, société Génicorp c/ ministre de la Justice.

CE, 8 mars 1996, n° 156510, société CGC Entreprise.

CE, 15 avril 1996, n° 159871, SARL Simone Ginibre Entreprise.

CE, 21 juin 1996, n° 171155, M. Collinet.

CE, 2 octobre 1996, n° 160361, SARL Entreprise générale d'électricité Noël Béranger.

TA Strasbourg, 2 septembre 1996, n° 96-1818, Gerland Routes c/ préfet du Bas-Rhin et société Screg-Est.

TA Clermont-Ferrand, 20 septembre 1996, n° 961097, SA Lohr Industrie c/ syndicat mixte de transports en commun de l'agglomération clermontoise.

CE, 13 décembre 1996, n° 169706, syndicat intercommunal pour la revalorisation des déchets du secteur de Cannes-Grasse.

CE, 16 décembre 1996, n° 158234, conseil régional de l'ordre des architectes de la Martinique.

1997

TA Lyon, 6 janvier 1997, n° 96-05279, SNF Floergr.

TA Nantes, 4 février 1997, n° 964135, SA Biwater c/ district de l'agglomération angevine.

CE, 10 février 1997, n° 169309, société Révillon.

CE, 10 février 1997, n° 169694, M. Moch.

CE, 10 février 1997, n° 167569, OPAC du Puy-de-Dôme et du Massif central.

CE, 19 mars 1997, n° 163293, SA Entreprise générale de terrassements et de travaux publics et autres.

CE, 19 mars 1997, n° 17140, société Bull.

TA Strasbourg, 26 juin 1997, n° 971243-971446, Constructions industrielles de la Méditerranée, société Itisa c/ SIVOM de l'agglomération messine et autres.

TA Marseille, 30 juillet 1997, n° 97-4566 et 97-4663, société Degremont.

TA Versailles, 23 octobre 1997, société Plastic Omnium c/ SICTOM région Isle-Adam

1998

CE, 14 janvier 1998, conseil régional de la région Centre.

TA Clermont-Ferrand, 6 février 1998, n° 132, GEC Alstom Transport SA.

CE, 11 mars 1998, n° 163682, préfet du Morbihan c/ syndicat intercommunal pour le développement économique du pays d'Auray (SIDEPA).

CE, 28 avril 1998, n° 280197, commune de Toulouse.

CE, 29 juillet 1998, n° 190452, commune de Léognan.

CE, 29 juillet 1998, n° 177952, garde des Sceaux c/ société Génicorp.

CE, 29 juillet 1998, n° 194412 et 194418, syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise.

TA Paris, 6 octobre 1998, n° 98-17111, société Neturba.

TGI Paris, 5 novembre 1998, Mederic prévoyance c/ commission des marchés de la caisse nationale Organic, BJCP, 2000/11.

CE, 6 novembre 1998, n° 194960, AP-Hôpitaux de Marseille.

TA Caen, 21 décembre 1998, société Stéreau.

1999

CE, 8 février 1999, n° 188100, société Campenon Bernard SGE.

CE, 12 mars 1999, ville de Paris c/ société Stella Maillot-Orée du Bois.

CE, 30 juin 1999, n° 198993, Demathieu et Bard.

CE, 30 juin 1999, n° 203135, SA Groupe Partouche.

CE, 2 juillet 1999, SA Bouygues.

TA Clermont-Ferrand, 16 juillet 1999, n° 9900880, société Stéreau c/ district de l'agglomération vichyssoise.

TA Rennes, 30 août 1999, société GBL Composites.

CE, 1^{er} octobre 1999, n° 204166, Société d'exploitation du centre cardiologique du Nord.

TA Lyon, 13 octobre 1999, n° 9903907-9903990, Société OTV.

CJCE, 28 octobre 1999, aff. C-81/98, Alcatel Austria.

2000

TA Versailles, 6 janvier 2000, préfet de l'Essonne c/ commune de Vigneux-sur-Seine.

CE, 22 mars 2000, n° 211861, commune de Sotteville-les-Rouens.

CE, 22 mars 2000, époux Lasaulce.

TA Strasbourg, 31 mai 2000, société Alcatel c/ Cus Habitat.

CE, 29 mai 2000, n° 204239, SCP d'architectes Legleye.

CE, 21 juin 2000, n° 212100 et 212101, SARL Plage « Chez Joseph ».

CE, 21 juin 2000, n° 209319, syndicat intercommunal de la Côte d'Amour et de la presqu'île guérandaise.

CE, 16 octobre 2000, n° 213958, société Stéreau.

CE, 16 octobre 2000, n° 212054, Compagnie méditerranéenne d'exploitation des services d'eau.

CAA Nancy, 14 novembre 2002, TDF Câble est c/ commune de Toulouse.

2001

CE, section, 28 février 2001, Casanovas, conclusions de Mme Pascale Fombeur dans RFDA 2001.399 à 407.

CE, 28 février 2001, n° 228125, ville de Marseille.

CE, 15 juin 2001, n° 228856 et 229824, syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de Saint-Martin-en-Ré.

CE, 22 juin 2001, n° 229164, Société bourbonnaise de travaux publics de construction.

CE, 25 juillet 2001, n° 229666, commune de Gravelines.

CE, 25 juillet 2001, n° 231319, syndicat des eaux de l'Iffernet.

CE, 27 juillet 2001, n° 232820 et 232950, société Degremont, syndicat intercommunal assainissement et protection de l'environnement de Toulon, La Valette, La Garde, Le Pradet.

CE, 19 octobre 2001, n° 233173, société Alstom Transport SA.

CE, 19 octobre 2001, n° 234298, région de la Réunion.

CE, 24 octobre 2001, n° 236293, collectivité territoriale de Corse, office des transports de Corse.

TA Poitiers, 18 décembre 2001, société Lyonnaise des eaux France.

CE, 28 décembre 2001, n° 223047, Lacombe.

TA Bordeaux, 29 décembre 2001.

2002

CE, 29 avril 2002, n° 239024, société Setec International.

CE, 12 juin 2002, n° 243663, société Texto.

CJCE, 18 juin 2002, aff. C-92/00, Hospital Ingenieure Krankenhaustechnik Planungs-Gesellschaft mbH (HI).

TA Lyon, 11 juillet 2002, n° 0202689 et 0202690, société Avenance Enseignement.

CE, 13 novembre 2002, n° 245303, OPHLM de la communauté urbaine du Mans.

CAA Nancy, 14 novembre 2002, TDF Câble est c/ commune de Toulouse.

CE, 18 décembre 2002, n° 241187, ville de Paris.

2003

CE, 14 mai 2003, n° 251336, communauté d'agglomération de Lens-Lievin.

CE, 28 mai 2003, n° 251719, société PK7 Certinomis.

CE, 28 mai 2003, n° 228429 et 248430, AP-HP.

CE, 22 juin 2001, n° 229164, Société bourbonnaise de travaux publics de construction.

2004

- CE, 21 janvier 2004, n° 253509, société Aquitaine Démolition.
- CE, 9 février 2004, n° 259369, communauté urbaine de Nantes.
- CE, 18 février 2004, n° 249578, société Man Technologie AG.
- CE, 3 mars 2004, n° 258272, société Mak System.
- CE, 3 mars 2004, n° 258602, commune de Châteaudun.
- CE, 10 mars 2004, n° 259680, communauté d'agglomération de Limoges Métropole.
- CE, 29 mars 2004, n° 258114, communauté de communes du Centre littoral.
- CE, 28 avril 2004, n° 252731, SA entreprise Roger Martin.
- CE, 2 juin 2004, n° 264325, commune de Dijon.
- CE, 2 juin 2004, n° 263761, SARL Grammatico.
- CE, 2 juin 2004, n° 261060, ville de Paris.
- CE, 22 juin 2004, n° 264325, commune de Dijon.
- CE, 25 juin 2004, n° 261264, société Colas SA.
- CE, 30 juin 2004, n° 261472, OPHLM de la ville de Nantes.
- CE, 30 juin 2004, n° 263402, SNCF.
- CE, 30 juin 2004, n° 261919, ministre de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer.
- CE, 6 octobre 2004, n° 263083, société La communication hospitalière.
- CE, 3 novembre 2004, n° 267587, société Egis Projets et société Cegelec SA.
- CE, 10 novembre 2004, n° 264628, atelier d'architecture SAS.
- CE, 19 novembre 2004, n° 266975, commune d'Auxerre.

2005

- CJCE, 11 janvier 2005, Stadt Halle, aff. C-26/03.
- CE, 7 mars 2005, n° 274286, communauté urbaine de Lyon.
- CE, 7 mars 2005, n° 270778, société Grandjouan-Saco.
- CE, 4 avril 2005, n° 265784, commune de Castellar.
- CE, 8 avril 2005, n° 270476, société Radiometer.
- CE, 15 avril 2005, n° 273178, ville de Paris.
- CE, 1 juin 2005, n° 274053, département de la Loire.

- CE, 13 juin 2005, n° 275468, société Vasconi Associés Architectes.
- CE, 22 juin 2005, n° 274901, société Arachnée Concerts.
- CE, 29 juin 2005, n° 266631, chambre de commerce et d'industrie de Calais.
- CE, 29 juin 2005, n° 267992, commune de la Seyne-sur-Mer.
- TA Orléans, 5 juillet 2005, n° 05-204, société Coved c/ Sictom de Châteaudun.
- CE, 8 juillet 2005, n° 268610, communauté d'agglomération de Moulins.
- CE, 8 juillet 2005, n° 277554, société EGS.
- CE, 10 août 2005, n° 276558, ministre de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer.
- CE, 7 octobre 2005, n° 276867, communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole.
- CE, 7 octobre 2005, n° 278732, région Nord-Pas-de-Calais.
- CE, 6 octobre 2004, n° 263083, société La communication hospitalière.
- CE, 4 novembre 2005, n° 280406, commune de Bourges.
- CE, 16 novembre 2005, n° 278646, ville de Paris.
- CE, 30 novembre 2005, n° 280930, société Transports Cerdans.
- CE, 5 décembre 2005, n° 269714, Société centrale de voirie.
- TA Melun, 8 décembre 2005, n° 0506475, Palmier c/ commune de Bussy-Saint-Georges.
- TA Caen, 21 décembre 2005, n° 0502494, société Abott France.

2006

- CE, 6 janvier 2006, n° 281113, syndicat mixte de collecte, de traitement et de valorisation des déchets du Vendômois.
- CE, 25 janvier 2006, n° 278115, département de la Seine-Saint-Denis.
- TA Lyon, 2 mars 2006, n° 0600801, n° 06000838 et n° 0600842, Association lyonnaise de promotion et d'éducation sociale et autres.
- CE, 10 mars 2006, n° 284802, société Unibail Management.
- CE, 27 mars 2006, n° 286260, syndicat mixte départemental d'équipement des communes des Landes.
- CE, 27 mars 2006, n° 282035, SA Les compagnons paveurs.

TA Caen, 29 mars 2006, n° 0600594, Maîtres Michel Grave et Jocelyn Simon.

CE, 5 avril 2006, n° 288441, ministre de la Défense.

CE, 28 avril 2006, n° 286443, société Abraham Bâtiment Travaux Publics.

CE, 28 avril 2006, n° 280197, commune de Toulouse.

CE, 10 mai 2006, n° 281976, société Bronzo.

CE, 10 mai 2006, n° 286644, syndicat intercommunal des services de l'agglomération valentinoise.

CE, 10 mai 2006, n° 288435, société Schiocchet.

CE, 24 mai 2006, n° 290039, société Pau Loisirs.

CE, 28 juin 2006, n° 288459, syndicat intercommunal d'alimentation en eau de la moyenne vallée du Gier.

TA Amiens, 6 juillet 2006, n° 0501508-2, société Accor Services France c/ région Picardie.

CE, 26 juillet 2006, n° 288522, société Dalkia France.

CE, 9 août 2006, n° 286107, Compagnie générale des eaux.

CE, 9 août 2006, n° 284577, société Hairis SAS et SARL Gallis.

TA Nice, 30 août 2006, n° 0604198, société Novergie.

CE, 20 octobre 2006, n° 278601, syndicat des eaux de Charente-Maritime.

CE, 20 octobre 2006, n° 287198, communauté d'agglomération Salon-Étang de Berre-Durance.

CE, 20 octobre 2006, n° 289234, commune d'Andeville.

TA Paris, 8 novembre 2006, n° 0615298, Forsup Conseil.

CE, 17 novembre 2006, n° 290712, ANPE.

CE, 15 décembre 2006, n° 298618, société Corsica Ferries.

2007

CE, 10 janvier 2007, n° 289032, société Catalise.

TA Melun, 16 janvier 2007, préfet de Seine-et-Marne c/ commune de Bussy-Saint-Georges.

CE, 22 janvier 2007, n° 294290, syndicat des transports d'Île de France.

CE, 6 avril 2007, n° 298584, département de l'Isère.

TA Nice, 10 avril 2007, n° 0701593, société MDO France Immobilier.

TA Grenoble, 21 mars 2007, n° 0701010, société Boch frères.

TA Rennes, 29 mars 2007, n° 0700882, société MDO France Mobilier c/ communauté d'agglomération de Saint-Brieuc.

CE, 11 mai 2007, n° 298863, région Guadeloupe.

TA Grenoble, 14 mai 2007, n° 0702110, société ETP c/ commune d'Allevard-les-Bains.

CE, 15 juin 2007, n° 300097, ministère de la Défense.

TA Paris, 18 mai 2007, n° 0706449/3-5, société Horeto Sorest'art c/ musée Rodin.

TA Grenoble, 9 juillet 2007, n° 0703072, société Eiffage Construction c/ centre hospitalier de Montélimar.

CE, 13 juillet 2007, n° 299207, commune de Rosny-sous-Bois.

CE, 13 juillet 2007, n° 299417, SIPPEREC.

